



Bulletin Veille Europe n°92 Novembre 2019

Sommaire

Institutions de l'UE.....	2
Conseil de l'UE / Adoption du règlement sur le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes.....	2
Conseil de l'UE / Signature d'un accord sur la coopération entre Frontex et la Serbie.....	2
Conseil de l'UE / Outils et politiques pour renforcer la coopération sur la réadmission.....	2
Centre de recherches Parlement européen / Note sur les 30 ans de la Convention des droits de l'enfant ..	3
Parlement européen / Audition sur les centres de détention en Libye et le rôle des garde-côtes.....	3
Parlement européen / Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes	3
Centre de recherches Parlement européen / Fiches sur les nouveaux Commissaires en charge des affaires intérieures et des questions migratoires.....	4
Cour des comptes européenne / Rapport sur l'absence d'efficacité des politiques de gestion des migrations en Grèce et en Italie	4
Agences et organes de l'UE	5
FRA / Bulletin trimestriel sur les droits fondamentaux en matière de migration et d'asile	5
FRA / Communiquer efficacement sur la défense des droits humains	5
FRA / Rapport sur l'intégration des jeunes réfugiés	5
EASO / Plus de 500 000 demandes d'asile déposées sur les 9 premiers mois de 2019	6
EASO / Rapport sur la situation sécuritaire en Syrie et au Pakistan	6
EASO / Rapport sur les procédures d'asile pour les mineurs.....	6
Institutions européennes.....	6
Conseil de l'Europe / Visite de la Commissaire aux Droits de l'Homme en Grèce	6
Conseil de l'Europe / Guide pratique concernant les alternatives à la rétention dans le contexte des migrations	7
Organisations des Nations unies.....	7
HCR / Libye – activités de débarquement – octobre 2019	7
HCR / Troisième évacuation de la Libye vers le Rwanda.....	8
UNICEF-HCR-OIM / Rapport sur les mineurs non accompagnés et séparés en Italie.....	8
ONU / Plus de 1 136 migrants et réfugiés sont morts cette année en Méditerranée	9
OIM / Appel à changer d'approche sur la situation en Libye.....	9
OIM / Rapport Etat de la migration dans le monde 2020.....	9
Organisations de la société civile.....	9
ECRE / Policy note sur le Forum mondial sur les réfugiés.....	9
European University Institute – Migration Policy Center / Rapport sur le lien entre le sauvetage en mer et l'appel d'air de la migration irrégulière	10
Mixed Migration Center / Rapport sur l'influence des diasporas sur les parcours migratoires sur la route de la Méditerranée centrale	10

European Network on Statelessness / La Convention sur les droits de l'enfant et le droit à une nationalité en Europe	10
ENS / Rapport sur les apatridies venant d'Iran et d'Irak	10
Focus nationaux	11
Grèce / Le gouvernement annonce la mise en place de centres d'accueil fermés sur les îles et un nouveau schéma de protection des mineurs non accompagnés	11
Pays-Bas / Le gouvernement met fin à l'aide juridictionnelle pour la phase de première instance de la demande d'asile	11
Belgique / Le manque de places dans les centres d'accueil empêche les personnes d'accéder au droit d'asile	12

Institutions de l'UE

Conseil de l'UE / Adoption du règlement sur le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes

Le Conseil a adopté le 8 novembre 2019 un nouveau règlement relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, qui constitue un élément important de l'approche globale de l'UE en matière de gestion des migrations et des frontières. L'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) est renforcée en termes de personnel et d'équipements techniques. En outre, son mandat est élargi en vue de soutenir l'action des États membres, notamment en matière de contrôle des frontières, de retour et de coopération avec les pays tiers. Le nouveau règlement intégrera dans le cadre du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes le système européen de surveillance des frontières (Eurosir), afin d'améliorer son fonctionnement.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2019/11/08/european-border-and-coast-guard-council-adopts-revised-regulation/>

Conseil de l'UE / Signature d'un accord sur la coopération entre Frontex et la Serbie

L'Union européenne a signé le 19 novembre 2019 avec la Serbie un accord sur la coopération en matière de gestion des frontières entre la Serbie et l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex). Cet accord permet à Frontex de fournir une assistance à la Serbie en matière de gestion des frontières, de mener des opérations conjointes et de déployer des équipes dans les régions de la Serbie frontalières de l'UE, sous réserve de l'accord de la Serbie. Ces activités visent à lutter contre l'immigration illégale et la criminalité transfrontière, et elles peuvent notamment consister à fournir une assistance technique et opérationnelle renforcée à la frontière. Une coopération accrue entre des pays tiers prioritaires et Frontex contribuera aussi à renforcer encore la sécurité aux frontières extérieures de l'UE.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2019/11/19/border-management-eu-signs-agreement-with-serbia-on-european-border-and-coast-guard-cooperation/>

Conseil de l'UE / Outils et politiques pour renforcer la coopération sur la réadmission

La présidence finlandaise du Conseil de l'UE a communiqué après des États membres des outils pour renforcer la coopération en matière de réadmission. Parmi les options non-exhaustives présentées :

- établir des mécanismes leviers informels incluant les nouvelles dispositions du code des visas évaluant la coopération des Etats tiers en matière de réadmission
- inclure des dispositions dans la directive Retour
- un nouveau règlement portant sur la réadmission.

Pour plus d'informations

Document : <http://www.statewatch.org/news/2019/nov/eu-council-readmission-cooperation-13190-19.pdf>

Centre de recherches Parlement européen / Note sur les 30 ans de la Convention des droits de l'enfant

La Convention sur les droits de l'enfant a été adoptée en 1969 et a été ratifiée par 196 Etats incluant tous les Etats membres de l'UE. Cette note fait état des avancées suite à la mise en œuvre de cette Convention, les enjeux restants, et le rôle du Parlement européen. Récemment le Parlement européen a adopté une résolution sur la protection des enfants dans le contexte migratoire, rappelant que tous les enfants, quel que soit leur statut migratoire, sont titulaires de droits garantis par la Convention.

Pour plus d'informations

Note :

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2019/642286/EPRS_ATA\(2019\)642286_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2019/642286/EPRS_ATA(2019)642286_EN.pdf)

Parlement européen / Audition sur les centres de détention en Libye et le rôle des garde-côtes

Les députés européens ont débattu de la situation dans les centres de détention et le rôle des garde-côtes. Les députés de la commission des libertés civiles, de la sous-commission des droits de l'homme et de la délégation pour les relations avec les pays du Maghreb ont évalué les conditions de vie des migrants en Libye à la lumière de la situation générale dans le pays, avec des représentants du Service européen pour l'action extérieure et de la Commission européenne.

Lors d'une deuxième session, ils ont examiné la situation dans les centres de détention et analyseront les procédures utilisées par les garde-côtes libyens lorsqu'ils ramènent des migrants secourus en mer, en se fondant sur des témoignages de représentants du HCR, de Médecins sans Frontières et du Comité international de secours.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20191119IPR66901/libye-les-deputes-evalueront-la-situation-dans-les-centres-de-detention>

Parlement européen / Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

A l'occasion de cette journée internationale, le Parlement européen s'est mobilisé pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et filles. Lors de l'ouverture de la session plénière de novembre, le président du Parlement a rappelé que la violence à l'égard des femmes et des filles était l'un des principaux obstacles à la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et a appelé tous les États membres et l'Union européenne à ratifier la Convention d'Istanbul, le premier instrument international juridiquement contraignant en vue de prévenir et de combattre la violence à l'égard des femmes et des filles.

Le centre européen de recherche du Parlement a publié une note sur principaux enjeux et problématiques en matière de violence basée sur le genre, et rappelle le cadre légal international et européen en matière de protection.

Pour plus d'informations

Note centre de recherche : <https://epthinktank.eu/2019/11/24/international-day-for-the-elimination-of-violence-against-women-2019/>

Note 2 centre de recherche :

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/644190/EPRS_BRI\(2019\)644190_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/644190/EPRS_BRI(2019)644190_EN.pdf)

Note sur la Convention d'Istanbul :

[https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_ATA\(2019\)644183](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_ATA(2019)644183)

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20191121IPR67114/ouverture-se-mobiliser-contre-la-violence-faite-aux-femmes>

Centre de recherches Parlement européen / Fiches sur les nouveaux Commissaires en charge des affaires intérieures et des questions migratoires

Le centre de recherche publie une note d'informations sur les engagements pris par les nouveaux Commissaires en charge des affaires intérieures et des questions migratoires résumant leurs auditions devant le Parlement européen. Le Vice-Président Margaritis Schinas supervisera notamment la mise en place d'une politique commune en matière de migration et la Commissaire Ylva Johansson en charge des affaires intérieures. Parmi les engagements, un nouveau pacte sur la migration et l'asile alliant les aspects internes et externes sera développé. Un dialogue renforcé sera engagé avec les Etats membres sur la réforme du régime d'asile européen commun, avec un accent mis sur Dublin et Procédures.

Pour plus d'informations

Fiche Margaritis Schinas : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/621920/IPOL_BRI\(2019\)621920_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/621920/IPOL_BRI(2019)621920_EN.pdf)

Fiche Ylva Johansson :

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/621922/IPOL_BRI\(2019\)621922_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/621922/IPOL_BRI(2019)621922_EN.pdf)

Cour des comptes européenne / Rapport sur l'absence d'efficacité des politiques de gestion des migrations en Grèce et en Italie

La Cour européenne appelle dans un rapport à renforcer la lutte contre les disparités en matière de gestion des migrations en Grèce et en Italie, et à ce que l'UE intensifie son action en matière d'asile, de relocalisation et de retour des migrants afin que les objectifs de son aide soient mieux atteints. Le rapport indique les programmes de relocalisation d'urgence n'ont pas atteints leur principal objectif à savoir réduire la pression sur la Grèce et l'Italie. Bien que la capacité de traitement des dossiers d'asile ait augmenté dans ces deux pays, la durée de ce traitement continue d'être longue et les goulets d'étranglement persistent, tandis que les retours de migrants en situation irrégulière restent peu nombreux et problématiques dans l'ensemble de l'UE.

Pour plus d'informations

Communiqué :

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/INSR19_24/INSR_Migration_management_FR.pdf

Rapport : https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR19_24/SR_Migration_management_FR.pdf

Agences et organes de l'UE

FRA / Bulletin trimestriel sur les droits fondamentaux en matière de migration et d'asile

Dans ce nouveau bulletin, l'agence européenne sur les droits fondamentaux relève une hausse importante des arrivées en Grèce aggravant la situation dans les centres d'accueil déjà surpeuplés, ainsi que des violences contre les migrants aux frontières. En mer méditerranée, les bateaux de sauvetage sont toujours forcés à rester en mer pendant plusieurs jours dans l'attente d'une autorisation à débarquer. Les mineurs non accompagnés font toujours face à des violences de droits importantes en Grèce, en Hongrie, en Italie, en Espagne et en Croatie. Dans la plupart des pays, il n'y a pas d'hébergement sécurisé pour ces mineurs qui sont régulièrement victimes de traite pour de l'exploitation sexuelle ou par le travail. L'accès à l'asile reste difficile dans la plupart des Etats membres. L'accès à un accompagnement juridique est limité en Autriche, Allemagne, Hongrie et en Pologne.

Pour plus d'informations

Bulletin : <https://fra.europa.eu/en/news/2019/migrants-continue-suffer-reception-centres-remain-overcrowded-and-violence-against>

FRA / Communiquer efficacement sur la défense des droits humains

L'agence européenne sur les droits fondamentaux partage des outils et des pratiques de communication sur la défense des droits humains. Lors d'une réunion en octobre 2019, plus de plus de 80 communicateurs en matière de droits humains se sont retrouvés à la FRA pour partager les pratiques et stratégies qu'ils mettent respectivement en œuvre pour une communication efficace sur les droits.

La FRA a repris leurs points de vue dans une présentation vidéo dans laquelle sont développées les « 10 clés de la FRA pour bien communiquer sur les droits humains ».

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://fra.europa.eu/fr/news/2019/conseils-pour-une-communication-efficace-sur-les-droits-humains>

Présentation vidéo : <https://fra.europa.eu/en/video/2019/10-keys-effectively-communicating-human-rights>

Rapport : https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/fra-2018-effectively-communicating-human-rights-booklet_fr.pdf

FRA / Rapport sur l'intégration des jeunes réfugiés

Le FRA publie un rapport sur l'intégration des jeunes réfugiés en UE en relevant des bonnes pratiques mais également les enjeux et les problématiques majeurs. Deux moments clés sont identifiés dans le rapport et qui selon le FRA demande une attention particulière : la transition du demandeur d'asile à son statut de protection internationale, et la transition de l'enfance à l'âge adulte à ses 18 ans. Durant ces transitions, les jeunes font face à des défaillances dans le respect de leurs droits et dans l'accès aux services qui risquent d'affecter leur insertion sociale.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://fra.europa.eu/en/publication/2019/young-refugees-integration>

Rapport : https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/fra-2019-integration-young-refugees_en.pdf

EASO / Plus de 500 000 demandes d'asile déposées sur les 9 premiers mois de 2019

Selon l'EASO, 515 825 demandes d'asile ont été déposées en UE+ (28 Etats membres + Norvège + Suisse) durant les neuf premiers mois de 2019, soit une hausse de 10% par rapport à la même période en 2018. Le taux de protection est de 34% (33% sur la même période en 2018).

Les principales nationalités sont la Syrie, l'Afghanistan et le Venezuela, qui représente un quart des demandes d'asile en UE+. Selon ces données, en 2019, les pays de l'UE+ avec une population nationale peu élevée sont particulièrement touchés, comme Malte, Chypre, la Grèce, la Suède et le Luxembourg.

A la fin septembre, 507 800 demandes sont attendue d'une décision en première instance, et 381 700 attendent une décision de deuxième instance (fin juillet 2019).

Pour plus d'informations :

Données EASO : <https://easo.europa.eu/news-events/more-half-million-asylum-applications-lodged-eu-so-far-2019>

EASO / Rapport sur la situation sécuritaire en Syrie et au Pakistan

L'EASO a publié un rapport d'information sur la Syrie et sa situation sécuritaire. Le rapport fournit des informations relatives à la détermination du statut de protection internationale et inclut la protection des personnes, la mobilité interne, les indicateurs socio-économiques, et le ciblage d'individus.

L'EASO a également publié une mise à jour du rapport sur la situation sécuritaire au Pakistan. Il fournit une description générale de la situation sécuritaire au Pakistan y compris les récents conflits dans le pays, les acteurs des conflits, les évolutions sécuritaires et des confrontations armées, l'impact de la violence sur la population civile, et l'impact de la violence sur la capacité étatique à maintenir l'ordre.

Pour plus d'informations

Rapport Syrie : <https://www.easo.europa.eu/news-events/easo-publishes-coi-report-syria-security-situation>

Rapport Pakistan : <https://www.easo.europa.eu/news-events/pakistan-security-situation>

EASO / Rapport sur les procédures d'asile pour les mineurs

L'EASO publie un rapport sur les demandes d'asile pour les mineurs afin de collecter l'ensemble des pratiques et des politiques nationales relatives et d'identifier les disparités entre les Etats membres, et mettre en lumière les bonnes pratiques et les recommandations pour renforcer la protection des mineurs.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/EASO-Report-asylum-procedures-for-children-EN.pdf>

Institutions européennes

Conseil de l'Europe / Visite de la Commissaire aux Droits de l'Homme en Grèce

La Commissaire a appelé à des mesures urgentes pour remédier aux conditions épouvantables de milliers d'êtres humains sur les îles grecques de la Mer Egée qui s'est considérablement aggravée ces 12 derniers mois. La Commissaire est consternée par le manque d'hygiène qui caractérise les conditions de vie des migrants sur les îles. « C'est une situation explosive. Les soins médicaux et les installations sanitaires font cruellement défaut dans les camps surpeuplés où je me suis rendue. Les gens font la queue pendant des heures pour recevoir de

la nourriture et utiliser les sanitaires, lorsqu'il y en a. Sur l'île de Samos, des familles vont jusqu'à tailler des rochers sur des pentes abruptes pour ménager un espace où installer un abri de fortune, souvent fabriqué avec des arbres qu'elles ont coupés elles-mêmes. Cela n'a plus rien à voir avec l'accueil de demandeurs d'asile. C'est devenu une lutte pour la survie. »

La Commissaire se réjouit de la décision du Gouvernement grec de transférer 20 000 migrants des îles vers le continent d'ici à la fin de l'année et demande que cette décision soit mise en œuvre de toute urgence. « Cependant, si la restriction géographique n'est pas levée, ce plan a peu de chances d'entraîner une réduction significative du surpeuplement sur les îles. »

Pour plus d'informations

Communiqué : https://www.coe.int/en/web/commissioner/view/-/asset_publisher/ugj3i6qSEkhZ/content/greece-must-urgently-transfer-asylum-seekers-from-the-aegean-islands-and-improve-living-conditions-in-reception-facilities?_101_INSTANCE_ugj3i6qSEkhZ_languageId=fr_FR

Conseil de l'Europe / Guide pratique concernant les alternatives à la rétention dans le contexte des migrations

En 2018, le Comité directeur pour les droits de l'homme du Conseil de l'Europe a publié une analyse des aspects juridiques et pratiques des alternatives efficaces à la rétention dans le contexte des migrations. Elle fournit également une liste non-exhaustive des différents types d'alternatives, en expliquant leurs caractéristiques principales ainsi que leurs avantages et leurs inconvénients potentiels. Simultanément, elle identifie les facteurs essentiels qui rendent la mise en œuvre des alternatives à la rétention efficaces en termes de respect des droits de l'homme, des procédures d'immigration et de rapport coût-efficacité. Certaines lacunes nécessitant d'être comblées pour obtenir les bénéfices des alternatives à la rétention sont aussi exposées.

Le Comité des Ministres a adopté en octobre 2019 un guide pratique pour les États membres sur les alternatives à la rétention. Si le guide est basé sur les réflexions proposées par l'analyse, son objectif est tout autre : il entend en effet synthétiser certains principes et conclusions clés sous la forme d'un guide concis et visuel dédié à la mise en œuvre des alternatives. Les aspects juridiques ne seront que brièvement abordés, l'accent étant mis sur la mise en œuvre pratique. Ce manuel vise ainsi à mettre en avant les principes, éléments et questions qu'il est crucial de considérer lors du processus de mise en œuvre des alternatives.

Pour plus d'informations

Manuel : https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectId=0900001680979c38

Analyse : <https://rm.coe.int/comite-directeur-pour-les-droits-de-l-homme-cddh-analyse-sur-les-aspec/1680780998>

Organisations des Nations unies

HCR / Libye – activités de débarquement – octobre 2019

Le HCR met à jour mensuellement cette fiche d'informations sur les activités liées au débarquement des migrants interceptés en mer Méditerranée. Les interventions du HCR aux points de débarquement en Libye se focalisent sur l'assistance humanitaire, l'identification de personnes en besoin de protection et des personnes vulnérables.

Au 31 octobre 2019, les garde-côtes libyens ont « interceptés/sauvés » un total de 8 155 personnes sur des différentes zones le long de la côte libyennes. Sur la même période, les garde-côtes ont « sauvés/interceptés »

un total de 14 249 « réfugiés et migrants en mer ». Les autorités locales libyennes ont découvert 18 corps de personnes qui ont tenté de traverser la mer méditerranée, et 314 personnes sont toujours portés disparues.

Pour plus d'informations

Note : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/72171.pdf>

HCR / Troisième évacuation de la Libye vers le Rwanda

Le 25 novembre, plus de 100 réfugiés vulnérables, dont plusieurs bébés nés dans des centres de détention en Libye, sont arrivés au Rwanda à bord d'un vol d'évacuation humanitaire organisé par le HCR. Ils ont été transférés dans un centre de transit à Gashora, où le HCR leur fournit une assistance vitale, notamment de la nourriture, de l'eau, des soins médicaux, un soutien psychosocial et un logement.

Les membres du groupe sont originaires d'Érythrée pour la plupart. Par ailleurs, un petit nombre des réfugiés sont également originaires de Somalie, d'Éthiopie, du Soudan et du Soudan du Sud. Environ deux tiers des personnes de ce groupe ont moins de 18 ans et, en grande majorité, elles ont été séparées de leurs parents et de leur famille élargie. Parmi le groupe se trouvent deux bébés d'un mois.

Ces personnes ont obtenu le statut de demandeur d'asile pendant l'examen de leur cas et la recherche d'autres solutions - notamment la réinstallation, le retour librement consenti dans les pays d'asile précédents, le retour volontaire dans les pays d'origine lorsque c'est possible et l'intégration locale au Rwanda.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2019/11/5ddbe911a/troisieme-groupe-refugies-evacues-libye-vers-rwanda-lappui-hcr.html>

UNICEF-HCR-OIM / Rapport sur les mineurs non accompagnés et séparés en Italie

Le rapport À la croisée des chemins : Les enfants non accompagnés et séparés lors de la transition vers l'âge adulte en Italie, souligne la « triple transition » que vivent les jeunes réfugiés et migrants à l'âge de 18 ans - de l'adolescence à l'âge adulte, d'une vie dans un pays à l'autre, et à travers la douleur et les traumatismes émotionnels ressentis en quittant la maison et lors de voyages dangereux. Les quelque 60.000 jeunes réfugiés et migrants qui sont arrivés en Italie comme enfants non accompagnés entre 2014 et 2018, et qui ont depuis atteint l'âge de 18 ans, ont besoin d'un soutien continu pour réussir leur transition vers l'âge adulte, soulignent l'UNICEF, le HCR et l'OIM

Le nouveau rapport décrit les facteurs qui entravent la transition des jeunes réfugiés et des migrants vers l'âge adulte. Il s'agit notamment de la lenteur et de la complexité des procédures d'obtention de documents juridiques, de la discrimination et du racisme, de la difficulté d'accéder à l'éducation et à la formation et de trouver un emploi, de surmonter les traumatismes émotionnels ainsi que le risque de violence, notamment pour les filles.

Parmi les facteurs qui soutiennent les jeunes réfugiés et migrants pendant cette période critique de leur vie figurent les relations positives avec leurs pairs et leurs tuteurs, l'accès à l'école, à la formation professionnelle et aux possibilités d'emploi, ainsi qu'un logement sûr et adéquat.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2019/11/1055721>

Rapport: <http://www.europeanmigrationlaw.eu/documents/UN%20Report-Unaccompanied%20and%20separated%20Children%20in%20Italy.pdf>

ONU / Plus de 1 136 migrants et réfugiés sont morts cette année en Méditerranée

La tragédie du 23 novembre coutant la vie à 21 personnes lors du naufrage d'une embarcation de 170 personnes au large de Lampedusa porte à 1 136 le nombre de migrants morts en 2019 en mer Méditerranée.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2019/11/1056911>

OIM / Appel à changer d'approche sur la situation en Libye

Le 22 novembre, l'OIM s'est dit alarmé des derniers développements en Libye où en l'espace de 48 heures plus de 600 migrants ont été découverts le long de la route de la Méditerranée centrale. Cette hausse des départs depuis la Libye se déroule dans un contexte de violences de plus en plus importantes dans la capitale Tripoli et les alentours. L'agence onusienne a rappelé que la Libye ne constitue pas un port sûr et appelle à la mise en place d'un mécanisme durable et sûr de débarquement des migrants qui fuient les violences et les persécutions. Elle renouvelle son appel à la Commission européenne et à l'Union africaine pour changer d'approche sur la situation en Libye. Des actions immédiates doivent être prises pour démanteler les centres de rétention et trouver des alternatives pour sauver des vies.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.iom.int/news/iom-urgent-shift-needed-approach-situation-libya>

OIM / Rapport Etat de la migration dans le monde 2020

L'OIM publie son rapport sur l'état de la migration dans le monde en 2020, et aborde les enjeux suivants :

- Vue d'ensemble de l'état de migration dans le monde
- La migration et les migrants dans le monde
- Aspects régionaux et faits nouveaux à l'échelle régionale
- Recherches et analyses sur la migration
- Contributions des migrants dans le monde
- Migration, inclusion and cohésion sociale
- Migration et santé
- Les enfants et la migration dangereuse
- Mobilité humaine et adaptation aux modifications de l'environnement
- Migrants pris dans une crise
- Gouvernement mondial des migrations

Pour plus d'informations

Rapport par parties : <https://www.iom.int/wmr/fr/2020#block-views-block-wmr-chapters-block-1>

Rapport complet : https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2020.pdf

Organisations de la société civile

ECRE / Policy note sur le Forum mondial sur les réfugiés

Le réseau ECRE a publié une note sur le premier Forum mondial sur les réfugiés incluant des recommandations sur la mise en œuvre du pacte mondial sur les réfugiés.

Pour en savoir plus

Note : <https://www.ecre.org/wp-content/uploads/2019/11/Policy-Note-23.pdf>

European University Institute – Migration Policy Center / Rapport sur le lien entre le sauvetage en mer et l'appel d'air de la migration irrégulière

Un rapport du Migration Policy center et de l'European University Institute étudie le lien avec les opérations de sauvetage effectuées par les ONG en mer méditerranée et les arrivées irrégulières. Les deux chercheurs démontrent que les opérations de sauvetage n'entraînent pas d'appel d'air pour la migration irrégulière, critique régulièrement adressée aux associations de sauvetage. Cette étude porte sur les flux entre la Libye et l'Italie entre 2014 et 2019.

Pour plus d'informations

Rapport :

https://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/65024/PB_2019_22_MPC.pdf?sequence=3&isAllowed=y

Mixed Migration Center / Rapport sur l'influence des diasporas sur les parcours migratoires sur la route de la Méditerranée centrale

Ce nouveau rapport du Mixed Migration Center porte sur l'influence des diasporas sur les parcours migratoires des migrants le long de la route de la Méditerranée centrale. L'étude présente trois études de cas sur des réfugiés et des migrants venant du Mali, de l'Erythrée et du Bangladesh, et démontre que les contacts entre les membres de la diaspora et les réfugiés/migrants le long de la route migratoire sont limités pour le Mali et le Bangladesh. Les diasporas de ces deux pays jouent un rôle indirect sur la prise de décision des migrants dans leur parcours migratoire. Le cas de l'Erythrée a démontré plus de contacts entre la diaspora et les migrants/réfugiés. Les diasporas ont indiqué avoir découragé les personnes souhaitant faire le trajet par la mer, mais ils étaient rarement écoutés et souvent perçus comme des gardiens des points d'entrée.

Pour plus d'informations

Rapport : <http://www.mixedmigration.org/resource/outspoken-but-unheard/>

European Network on Statelessness / La Convention sur les droits de l'enfant et le droit à une nationalité en Europe

A l'occasion du trentième anniversaire de la Convention sur les droits de l'enfant, l'ENS rappelle le droit de l'enfant à une nationalité et des obstacles encore présents à ce droit en Europe. L'Article 7 de la Convention affirme que tout enfant a droit à une nationalité et dont la naissance doit être immédiatement enregistrée, afin d'éviter tout cas d'apatridie. Cet article met en lumière le cadre légal international et européen en matière de prévention et lutte contre l'apatridie chez les enfants, et l'impact de l'apatridie sur les droits de l'enfant.

Pour plus d'informations

Article : https://www.statelessness.eu/blog/convention-rights-child-30-action-still-needed-fulfil-every-child-s-right-nationality-europe?mc_cid=4c2595c9cb&mc_eid=464058aa7b

ENS / Rapport sur les apatridies venant d'Iran et d'Irak

Dans le cadre de son projet Stateless Journeys qui étudie les liens entre l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés en Europe et l'apatridie, l'ENS publie de nouveaux rapports sur l'Irak et l'Iran. Ces rapports fournissent des informations sur le profil des apatrides et ceux exposés au risque d'apatridie à cause de leur nationalité ou de problématiques liées à leur documents civils. Ils incluent des données, des informations sur les lois de la nationalité, l'accès à la documentation civile, le traitement des personnes apatrides, et les profils les plus communs de personnes apatrides ou exposées au risque d'apatridie dans ces deux pays.

Pour plus d'informations

Focus nationaux

Grèce / Le gouvernement annonce la mise en place de centres d'accueil fermés sur les îles et un nouveau schéma de protection des mineurs non accompagnés

Le gouvernement grec a annoncé vouloir mettre en place cinq centres d'accueil fermés sur les îles grecques. Les centres accueilleraient entre 1 000 et 5 000 personnes et remplaceront les camps ouverts tels que Moria et Vathy. Cependant, les autorités locales ont rejeté cette proposition dans un communiqué commun. Ils appellent le gouvernement à honorer ses engagements pré-électorales à savoir de procéder immédiatement à la décongestion des îles et à respecter les décisions des conseils municipaux.

Suite à cette annonce, le Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe a échangé avec le gouvernement grec. La Commissaire a demandé des informations sur le régime de privation de liberté qui sera en vigueur dans les nouvelles infrastructures que le gouvernement souhaite ériger. Elle voudrait également savoir si le gouvernement a l'intention de déplacer dans ces nouveaux centres fermés toutes les personnes qui n'auront pas encore été transférées vers le continent au moment de leur ouverture, et si tous les nouveaux arrivants seront hébergés dans ces établissements.

La Commissaire a demandé par ailleurs des éclaircissements sur la décision d'opter pour des centres d'accueil et d'identification fermés et sur les garanties que le Gouvernement grec entend instaurer pour veiller à ce que la rétention constitue une mesure de dernier ressort, ainsi que des détails sur les projets gouvernementaux concernant les alternatives à la rétention sur les îles, notamment pour les personnes vulnérables, dont les enfants.

En outre, le gouvernement a également annoncé un nouveau plan pour protéger les mineurs non accompagnés rejoignant le pays, intitulé « No child alone ». Le plan prévoirait de réinstaller 4 000 mineurs vivant sur les îles grecques. Il a indiqué que les autres Etats de l'UE auraient refusé d'accueillir 3 000 mineurs non accompagnés.

Pour plus d'informations

Article centres fermés : <http://www.ekathimerini.com/246656/article/ekathimerini/news/greece-announces-plans-to-set-up-five-closed-pre-departure-centers>

Article centres fermés : <http://www.ekathimerini.com/246973/article/ekathimerini/news/five-east-aegean-islands-reject-plan-for-closed-migrant-centers>

Commissaire du Conseil de l'Europe : https://www.coe.int/en/web/commissioner/view/-/asset_publisher/ugj3i6qSEkhZ/content/commissioner-seeks-information-from-the-greek-government-on-its-plans-to-set-up-closed-reception-centres-on-the-aegean-islands?_101_INSTANCE_ugj3i6qSEkhZ_languageId=fr_FR

Article mineurs : <https://www.france24.com/en/20191124-greek-pm-sets-up-migrant-child-protection-scheme>

Pays-Bas / Le gouvernement met fin à l'aide juridictionnelle pour la phase de première instance de la demande d'asile

Le Secrétariat d'Etat des Pays-Bas pour l'asile et la migration a annoncé que les demandeurs d'asile ne recevront plus l'aide juridictionnelle de l'Etat durant l'examen de leur demande d'asile en première instance. Jusqu'à présent les demandeurs d'asile en procédure normale se voyaient nommer un avocat pendant 6 jours.

Selon la nouvelle disposition, un avocat ne sera accessible après le rejet de la demande d'asile en première instance. Le Conseil hollandais pour les réfugiés a alerté le Parlement pour s'opposer à cette mesure alarmant sur les risques de détérioration des décisions en première instance.

Pour plus d'informations

Article : <http://www.asylumineurope.org/news/18-11-2019/netherlands-end-legal-aid-first-instance>

Belgique / Le manque de places dans les centres d'accueil empêche les personnes d'accéder au droit d'asile

Les personnes souhaitant demander l'asile en Belgique sont dans l'incapacité de déposer leur demande à cause du manque de place dans le système d'accueil. Le 18 novembre 2019, 60 personnes se sont vues refuser l'accès à la procédure d'asile. Le manque de capacité d'accueil est un problème récurrent en Belgique.

Pour plus d'informations

Article : <http://www.asylumineurope.org/news/20-11-2019/belgium-new-reception-shortages-prevent-people-seeking-asylum>
